



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 8 octobre 2018

Faire entendre tous ensemble notre colère

Interpellé la semaine dernière par des retraités au sujet de leurs faibles pensions, Macron n'a rien trouvé de mieux à répondre que « le pays irait mieux si on arrêta de se plaindre ». Évidemment, cette nouvelle provocation ne s'adressait pas aux patrons du Medef qui ont transformé l'Élysée en bureau des pleurs pour obtenir sous n'importe quel prétexte de nouveaux cadeaux fiscaux ou mesures favorables, mais bien à l'ensemble de la population travailleuse qui est ainsi sommée d'accepter de payer pour les plus grosses fortunes ! Manière aussi de nous annoncer que nous aurons bientôt de nouvelles raisons, non pas de se plaindre comme s'imagine Macron quand on l'interpelle, mais de lutter contre les réformes antisociales à venir.

Vu les sondages de popularité qui plongent, il y a ceux qui quittent précipitamment le navire gouvernemental. Hulot et Collomb sont partis l'un et l'autre chercher un nouvel emploi de l'autre côté de la rue. Ce qui n'empêche pas la "start-up" En Marche de précipiter ses attaques contre les travailleurs.

Les ministres passent, les attaques continuent

Quels que soient leurs noms, qu'il s'agisse de "poids lourds de la politique" ou de "technocrates", qu'ils proviennent de la gauche ou de la droite, les prochains ministres qui entreront dans un gouvernement remanié trouveront sur leurs bureaux leurs projets de lois déjà écrits :

- prochaine réforme des retraites qui devra entraîner une baisse des pensions,
- dégressivité des allocations chômage pour forcer les chômeurs à accepter les pires boulots sur le modèle allemand ou anglais,
- plan de suppressions de postes dans la fonction publique concernant près de 120 000 emplois,
- vague de licenciements à la SNCF pour fermer des guichets, et la liste pourrait être allongée.

Le gouvernement Macron 2 fera la guerre aux travailleurs, comme le précédent, pour que le patronat puisse continuer d'accumuler ses profits : 100 milliards de bénéfices prévus pour l'année 2018 pour le CAC40. Ce n'est donc pas l'argent qui manque pour créer des emplois, ni la crise qui pousse les patrons à geler les salaires ou à licencier.

Les capitalistes mènent une politique globale qui vise à nous faire travailler plus dur, plus longtemps et pour des salaires plus bas. Peu importe pour eux l'explosion des inégalités et de la précarité pour la majorité de la population.

Mardi 9 octobre, ensemble dans la rue !

Face à ce rouleau compresseur patronal, les résistances du monde du travail existent : les agents territoriaux menacés par 70 000 suppressions de postes ont commencé à se mobiliser ; les salariés de Ford à Blanquefort luttent contre la fermeture de leur usine ; les postiers des Hauts-de-Seine sont en grève depuis des mois ; les enseignants des lycées professionnels s'organisent contre la casse de leurs conditions de travail ; les hospitaliers manifestent leur ras-le-bol dans de multiples protestations locales ; les jeunes des McDo se mobilisent à Marseille, entre autres... Et ils ont bien raison, car c'est sur le terrain de la lutte collective que nous pourrions inverser la tendance et faire ravalier à Macron son mépris de classe.

Mardi 9 octobre, des confédérations syndicales appellent à la grève contre la politique du gouvernement. Certes une énième journée d'action interprofessionnelle ne suffira pas à le faire reculer, mais pour tous ceux qui s'en saisiront, elle pourra être l'occasion d'un premier pas, un jalon pour se reconnaître et commencer à s'organiser, et surtout montrer que nous sommes là et qu'il faudra s'y mettre tous ensemble pour faire aboutir nos colères. **C'est une première occasion d'occuper « la rue ».** Et surtout de préparer sérieusement la suite : le véritable affrontement tous ensemble contre la politique du gouvernement et du patronat.

« Le crime était presque parfait »

La direction disposait des analyses depuis 1 an mais n'avait rien fait. Alors, quand les syndicats ont soulevé le problème de la présence d'amiante dans les joints très dégradés de fenêtres du L16, elle s'est empressée d'évacuer le bâtiment et de faire intervenir des hommes « en blanc » et avec masque de protection pour nettoyer les poussières suspectes.

Pour tous ceux d'entre nous qui ont travaillé plusieurs années dans ce bâtiment, c'est largement insuffisant. Et ce ne sont pas les mesures dans l'air, qui évitent les situations d'ouverture/fermeture des fenêtres ou les courants d'air chargés de poussières, qui vont nous rassurer. Il y a déjà trop de maladies et de décès liés à l'amiante pour que Renault s'en lave les mains. Il faut que tous ceux qui ont pu être exposés bénéficient d'un suivi médical.

Amiante refoulée à la frontière

Lorsque la direction a évacué le 1er étage du L16, elle y a laissé les salariés sous-traitants de la partie Sud, parce que les fenêtres n'étaient pas du même type et qu'ils étaient « protégés » par deux portes les « isolant » de la zone concernée.

Les communicants chargés de bloquer le nuage de Tchernobyl à la frontière en 1986 ont retrouvé du boulot : nous voilà rassurés !

Croissants aux amiantes

Pour accueillir les « réfugiés » du L16 le lendemain de leur évacuation, la direction leur avait offert des croissants. Une attention (danger) particulièrement peu coûteuse. Mais que dire pour les salariés prestataires évacués qui n'ont été officiellement mis au courant du risque amiante que 3 jours après ? Ils sont immunisés ?

Petites attentions ou indifférence, le fond reste le même : pour eux, nos vies valent moins que leurs profits.

Bon débarras

Sous la pression des salariés de PEI qui commençaient à s'organiser pour faire grève, leur direction a enfin fait le ménage. Le chef de site dont les comportements racistes, discriminatoires et vexatoires étaient dénoncés depuis longtemps a enfin été muté.

Mais, face à une direction qui rogne sur tout (les moyens comme les salaires), les travailleurs du nettoyage ont tout intérêt à rester bien soudés.

La lutte des places

Pour permettre le passage des normes antipollution, beaucoup plus de mulets ont été livrés depuis l'an dernier. Résultat : plus aucune place libre sur le site, même le parking du pool est bondé.

Mais la direction toujours aussi prévoyante n'a pas jugé bon de faire des parkings supplémentaires. Elle se contente d'envoyer les gardiens mettre des sabots ou des affiches sur les véhicules qui sont stationnés hors des places matérialisées.

Maintenant la seule solution qu'il nous reste est d'occuper les places des directeurs du L41. Ces messieurs auront toujours la possibilité d'aller poser leur voiture de fonction à l'amphi Gordini, il paraît qu'il y reste quelques places !

Réchauffement climatique

Cela fait plus de trois mois que la porte de l'atelier du L49 est restée bloquée ouverte car elle est en panne. Maintenant que les nuits sont plus fraîches, le chauffage tourne à plein régime pour réchauffer les petits oiseaux qui dorment à l'extérieur.

Mais cela n'inquiète pas plus que ça les responsables du service patrimoine qui sont sans doute trop occupés à calculer le montant de leur prime de performance, directement liée au contrat de maintenance au rabais.

La course au profit détruit la planète, seul le réchauffement social pourra y mettre un terme.

La com' fumeuse de la direction

La direction a encore communiqué de façon alambiquée pour les places du salon de l'auto, en laissant penser qu'il fallait participer à la journée de l'équipe pour y avoir droit. Mais lorsque la question a été posée en CE la réponse de la direction a été claire : tous les salariés ont droit à une place. Ceci quel que soit le choix du salarié de participer ou pas à la journée de l'équipe.

Ce n'est pas la première fois que la direction utilise ce procédé : on se souvient tous des jours du compteur transitoire au sujet desquels elle avait laissé présumer qu'ils allaient être supprimés. Ce type de communication lui permet de se dédouaner en rejetant la responsabilité sur l'interprétation qu'en fait la hiérarchie. Au final ce sont les chefs qui passent pour des jambons.

Pourtant ils devraient savoir que la com' de la direction c'est du bidon, espérons que cela aura servi de leçon aux chefs les plus zélés...

L'autre façon d'aller au salon

Une autre attraction est prévue au salon de l'auto : les salariés de l'usine Ford Blanquefort en lutte contre la fermeture de leur site. Puisque Ford n'a pas de stand cette année, ils ont décidé d'en faire un eux-mêmes le 12 octobre devant le Salon.

Une manière de faire entendre la voix des 900 salariés de Blanquefort menacés par le chômage et de montrer qu'ils ne se laissent pas faire par la loi des patrons.